

LES FAITS MARQUANTS DE L'ICP-11: MERCREDI 23 JUIN 2010

Mercredi, les délégués à la Onzième session du Processus consultatif Non Officiel Ouvert à Tous sur les Océans et le Droit de la Mer (Processus consultatif ou ICP-11) se sont réunis de nouveau dans un Groupe de discussion sur le renforcement des capacités dans le domaine des affaires maritimes et du droit de la mer, y compris les sciences marines. Le matin a eu lieu un exposé, suivi par un débat sur une vue d'ensemble des activités et initiatives de renforcement des capacités dans le domaine des affaires maritimes et du droit de la mer, y compris les sciences marines et le transfert de technologie. Ce débat a été suivi par des exposés et une discussion sur les obstacles à la réalisation d'un renforcement des capacités efficace dans le domaine des affaires maritimes et du droit de la mer, y compris les sciences marines et le transfert de technologie. Le débat sur ce deuxième thème s'est poursuivi dans l'après-midi et a porté également sur les nouvelles approches, les meilleures pratiques et les possibilités pour une amélioration du renforcement des capacités dans le domaine des affaires maritimes et du droit de la mer.

GROUPE DE DISCUSSION SUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES DANS LE DOMAINE DES AFFAIRES MARITIMES ET DU DROIT DE LA MER, Y COMPRIS LES SCIENCES MARINES

VUE D'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS ET INITIATIVES DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DANS LE DOMAINE DES AFFAIRES MARITIMES ET DU DROIT DE LA MER, Y COMPRIS LES SCIENCES MARINES ET LE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE : Présentation: Cherdak Virapat, Directeur exécutif, Institut International de l'Océan (IIO), a présenté un exposé sur le rôle de l'Institut dans la promotion du renforcement des capacités multi-niveaux coordonné en matière de gouvernance des océans et du développement durable, et a indiqué que l'Institut compte des centres d'opérations et des points focaux dans 25 pays. Il a souligné deux programmes phares: un cours international sur la gouvernance de l'océan à l'Université Dalhousie, principalement pour les professionnels des pays en développement qui travaillent dans les domaines des océans et les domaines côtiers connexes, et un cours de formation sur la gouvernance régionale des océans pour les pays méditerranéens et de l'Europe de l'Est. Il a encouragé le soutien des programmes de formation de l'IIO par le biais de la participation.

Discussion: En réponse à une question du délégué de Trinité-et-Tobago de savoir si l'IIO pourrait envisager un atelier sur la gouvernance des océans dans son pays, le représentant de l'Islande a souligné les cours de formation de courte durée du Programme de Formation en matière de Pêches (UNU-FTP), organisés en coopération avec les pays partenaires, tandis que Virapat a parlé de la possibilité pour l'Université de Trinité-et-Tobago d'établir un point focal. Lucia Fanning, de l'IIO, a déclaré que la grande majorité des demandes provenant de la région des Caraïbes portent sur le renforcement des capacités dans l'interface science-politique en vue de développer un cadre de gouvernance fondé sur une science appropriée.

A propos des ressources spécifiques nécessaires pour renforcer Réseau international de suivi, de contrôle et de surveillance des activités liées à la pêche (IMCS), Marcel Kroese, de l'IMCS, a estimé qu'il faudrait entre 400 000

et 500 000 \$ US pour, entre autres: développer un système mondial d'information pour la pêche; former les États côtiers en développement et les PEID pour soutenir les activités d'application; et promouvoir la coopération régionale pour lutter contre la pêche illégale. Alfa Lebgaza, Ministère des Travaux Publics et des Transports, du Togo, a relaté un incident récent dans lequel trois navires battant pavillon du Togo ont été dénoncés par l'UE pour pêche illégale dans la région. Il a indiqué que le Togo a saisi lesdits navires.

Le délégué du Canada a mis en relief la présence utile de l'IIO dans son pays, et a souligné l'importance du renforcement des capacités institutionnelles pour assurer la réussite économique et l'utilisation durable des ressources marines. Le représentant de la (Commission des pêches de l'Atlantique Nord-Est) a parlé d'une liste noire des navires non autorisés et d'un système de contrôle de l'Etat du port comme outils clés de lutte contre la pêche INN (INN), et a noté qu'une raison de l'efficacité de la liste noire réside dans le partage d'une liste commune des navires INN avec la Commission des pêches de l'Atlantique Nord-Est et l'organisation des pêches de l'Atlantique du Sud-Est.

Le délégué du MEXIQUE a déclaré que l'évaluation de la nécessité de renforcer les capacités dans le domaine des affaires maritimes doit tenir compte de la partie XIV de la CNUDM sur le développement et le transfert de technologie marine. Elle a souligné l'importance de la formation, en particulier celle liée, entre autres: à la biotechnologie marine et à la propriété intellectuelle; l'amélioration de la recherche dans le domaine de l'énergie et de l'huile marines; et les programmes régionaux et bilatéraux de formation sur la sécurité, la pollution, la gestion du fret et la sûreté des ports. L'ESPAGNE a commenté sur les perspectives de l'UE en matière de pêche illégale, soulignant que cette question constitue un défi tant pour les pays développés que pour les pays en développement. Elle a indiqué que l'UE a formé des experts pour appliquer les sanctions sur la pêche illégale, et a adopté une réglementation plus stricte de la pêche face aux violations par les navires des Etats membres de l'UE.

Les États-Unis ont souligné l'importance du renforcement des capacités pour la conservation des ressources marines vivantes et mis en relief leurs contributions à un certain nombre de programmes de renforcement des capacités, y compris sur la réduction au minimum des prises accessoires et des programmes d'observation. L'Organisation météorologique mondiale (OMM) a exprimé sa volonté de contribuer au renforcement des capacités pour les questions relatives aux océans.

OBSTACLES À LA RÉALISATION D'UN RENFORCEMENT DES CAPACITES EFFICACE DANS LE DOMAINE DES AFFAIRES MARITIMES ET DU DROIT DE LA MER, Y COMPRIS LES SCIENCES MARINES ET LE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE : Présentations: Cristelle Pratt, de la Commission de géosciences appliquées au Pacifique Sud, a fait une présentation sur les défis du renforcement des capacités et les possibilités de recherche, le développement et la gestion des ressources non-vivantes dans la Région des îles du Pacifique. Elle a noté les activités d'exploration extensive de ressources minérales des fonds marins et a indiqué que les pays ne sont pas prêts à bénéficier de ces ressources en raison, notamment, de la faiblesse des institutions, de la rareté d'experts du milieu marin, et des scientifiques, et de l'absence de navires de recherche.

Pour améliorer la situation, elle a suggéré l'application des enseignements tirés de la coopération sur la gestion de la pêche, à la coordination de la gouvernance des ressources non vivantes.

Alfa Lebga, Ministère des Travaux Publics et des Transports, du Togo, a déclaré que le Togo a ratifié la CNUDM en 1985 et a commencé sa mise en œuvre par l'établissement de limites maritimes, telles que la ZEE, et l'octroi de licences de pêche aux pêcheurs qui ont reconnu ces limites. Soulignant les défis de la mise en œuvre, il a déclaré que le Togo envisage l'adoption des politiques marines anti-pollution et vise à se doter des moyens matériels pour, entre autres, protéger et surveiller ses côtes pour enrayer la pêche INN, la piraterie, et les activités criminelles, telles que le trafic de drogue. Il a également souligné la nécessité des centres de recherche marine.

Kazuhiro Kitazawa, de Japan Agency for Marine-Earth Science and Technology Center (JAMSTEC), a déclaré que le renforcement des capacités est essentiel pour les activités de science de la mer et la mise en œuvre de la Convention. Il a relevé des lacunes dans les connaissances scientifiques et technologiques des pays en développement, et a déclaré que ces lacunes doivent être comblées par le biais de l'assistance mutuelle et de la coopération internationale. Il a donné un aperçu du travail de JAMSTEC, y compris un programme de formation sur le traitement des données océaniques. Il a ajouté que le problème du transfert de technologie marine pourrait être résolu en utilisant les critères et les directives de l'UNESCO / COI pour le transfert de technologie marine, et a exhorté la DOALOS et l'UNESCO / COI de lancer la création d'un centre régional pour le renforcement des capacités et le transfert de technologie.

Andrew Hudson, du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), a discuté des défis posés par les projets du Portefeuille Eaux Internationales mis en œuvre par le PNUD pour le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), en mettant l'accent sur l'expérience des écosystèmes marins de grande taille et les partenariats en gestion environnementale des mers d'Asie de l'Est (PEMSEA). Il a souligné les défis liés aux éléments suivants: la politique; les cadres institutionnels et juridiques; le financement; la communication et la sensibilisation; la formation et outils de renforcement; et l'avenir, y compris le développement des compétences pour les questions émergentes de gouvernance, tels que l'acidification des océans.

Tumi Tomasson, de l'ONU-FTP, a parlé des expériences de l'ONU-FTP, et a noté des changements importants dans le secteur de la pêche, tels que l'importance croissante des pays en développement et les sujets de préoccupation y compris l'aquaculture et les Objectifs du Millénaire pour le développement. Il a déclaré que les programmes de formation de l'ONU-FTP mettent l'accent sur les compétences appliquées et ont formé jusqu'ici 205 boursiers originaires de 40 pays. A propos des défis, il a souligné la nécessité, entre autres, de renforcer les capacités individuelles et collectives pour la coopération et le développement et pour traduire efficacement les données de la science en actions de gestion.

Discussion: Au sujet de la relation entre les PEID et le secteur privé dans l'exploitation minière des grands fonds marins, Pratt a noté que l'exploration du potentiel minéral est un phénomène nouveau dans le Pacifique, et a souligné l'importance de la recherche dans le cadre juridique et politique, y compris les impacts environnementaux de l'exploration. Sur les défis du renforcement des capacités, Lebga a indiqué que la meilleure stratégie consiste à former les nationaux dans leur propre pays, ce qui constitue une composante du transfert de technologie.

A propos de l'application des lignes directrices UNESCO / COI par JAMSTEC, Kitazawa a indiqué que les lignes directrices ne sont pas bien connues, mais a encouragé les délégués à prendre contact avec lui. Sur une question relative aux brevets, il a déclaré que JAMSTEC dispose d'un spécialiste sur le sujet. Pour ce qui est de l'approche écosystémique, Hudson a déclaré que le PNUD appuie son application tant au système marin qu'au système d'eau douce. A propos de la coopération, Tomasson a exprimé son soutien à la coopération régionale, et a souligné que l'Université des Nations Unies (UNU) participe à des projets régionaux dans les Caraïbes et en Asie.

L'Espagne, au nom de l'UE, a exprimé son soutien pour les programmes de renforcement des capacités, et a félicité François Bailet, conseiller auprès du programme de l'ONU-Nippon Foundation Fellowship, pour son travail dans ce domaine. Le représentant de l'OCEAN RESEARCH FOUNDATION a parlé du lien étroit entre la Nippon Foundation et les travaux de son organisme sur les politiques, l'éducation et la recherche aux niveaux international, régional et national. L'AUSTRALIE a mis en relief son assistance aux pays insulaires du Pacifique pour le traçage des limites extérieures du plateau continental. Le MEXIQUE a déclaré que le renforcement des institutions est nécessaire pour tous les Etats, et leur permet de mettre à profit la CNUDM. La NORVEGE a souligné les éléments nécessaires pour un renforcement des capacités efficace, tels qu'une coopération inter-agences bien ciblée sur l'aide au

développement; elle a annoncé son intention de verser une contribution de 100 000 \$ US au Réseau IMCS. Les Etats-Unis ont noté que le Mécanisme de Notification et d'Evaluation systématiques à l'Echelle mondiale de l'Etat du Milieu marin, peut encourager et faciliter le renforcement des capacités, et renforcer les sciences marines.

NOUVELLES APPROCHES, MEILLEURES PRATIQUES ET POSSIBILITES D'AMELIORER LE RENFORCEMENT DES CAPACITES DANS LE DOMAINE DES AFFAIRES MARITIMES ET DU DROIT DE LA MER: Présentations: Raphaël Lotilla, Directeur exécutif, PEMSEA, a présenté les programmes régionaux de renforcement des capacités de PEMSEA dans le domaine de la gouvernance des régions côtières et des océans, qui comprennent les cours modèles de gestion intégrée des zones côtières (CIM) et des voyages d'étude. Il a souligné l'importance des partenariats entre les pays parties et les pays non-parties, et a discuté de l'élaboration d'outils par PEMSEA, tels que les codes de la CIM et l'état des lignes directrices sur les côtes.

Imèn Melià, de The Nature Conservancy, a déclaré que le renforcement des capacités constitue l'aspect clé des activités des ONG, telles que la formation et l'amélioration de la base scientifique de la prise de décision, mais a souligné que cela ne suffit pas pour améliorer les conditions environnementales, tant que la conformité reste limitée. S'appuyant sur des expériences acquises en formation pour la gestion des récifs coralliens, elle a indiqué que les échanges basés sur le web entre des pairs, sont efficaces pour développer l'expertise et tirer des leçons des échecs. Elle a noté la nécessité d'aider les organisations à acquérir des agilités, entre autres, en gestion financière et en rédaction de propositions.

Narmoko Prasmadji, du Secrétariat de l'Initiative du Triangle de Corail (ITC) sur les récifs coralliens, la pêche et la sécurité alimentaire, a déclaré que la région du Triangle de corail, parfois appelé l'«Amazone des mers», est l'une des régions les plus riches de la biodiversité marine, mais qui est confrontée à des menaces de la surpêche et de la pêche INN, des changements climatiques et de la pollution de sources terrestres. Notant l'important soutien pour l'ITC, il a présenté son travail sur le renforcement des capacités visant à améliorer et à renforcer la base de connaissances pour la protection des ressources marines et côtières dans la région.

Discussion: Les participants ont posé un certain nombre de questions qui sont restées sans réponse, faute de temps: l'ARGENTINE a demandé des éclaircissements sur le financement des aires protégées, et une clarification sur les méthodes de gestion fondées sur le droit, et l'OMM a voulu savoir si les pays enclavés, traversés par des rivières qui polluent l'océan ont été impliqués dans les questions relatives aux océans, et si ces pays ont accès à des ressources marines au-delà de la juridiction nationale.

Le BRESIL, l'ARGENTINE, l'INDE et la CHINE ont parlé de leurs expériences en matière de renforcement des capacités Sud-Sud. Le BRESIL a appelé à un inventaire global des besoins des Etats en matière de renforcement des capacités. L'INDE a appelé à une base de données de la DOALOS pour l'appariement des partenaires de renforcement des capacités en fonction des disponibilités des ressources, des besoins et des domaines d'intérêt. Le MEXIQUE a suggéré des données de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle sur les fonds marins et des ressources au-delà de zones de juridiction nationale. La NORVEGE a souligné le rapport de «Observed Best Practices» du Conseil de l'Arctique. Le Conseil de Défense des Ressources naturelles a suggéré une évaluation à l'ICP-12, des progrès réalisés sur les engagements pris à Rio et à Johannesburg.

DANS LES COULOIRS

Le mercredi, les participants ont continué à suivre les discussions de groupe, et un délégué a commenté que, pour le troisième jour d'une réunion, «il n'y a pas encore eu grand chose». Pourtant, l'après-midi, dans la Salle de conférence N0 1, le sujet débattu a fait grimper la température, au sens propre et au sens figuré, les deux climatiseurs étant tombés en panne, ce qui a obligé les délégués à migrer vers la salle de conférence No 3 pour se mettre à l'abri de la chaleur étouffante. Une salle surchauffée peut paraître cependant convenir à la situation, puisque l'on s'attend à ce que les discussions de jeudi sur le choix des thèmes des futures sessions du Processus consultatif soient les plus chaudes de la semaine. Un délégué a qualifié le thème du changement climatique «d'éléphant dans la pièce», mais ce sujet peut ne pas être abordé avant un certain temps, les autres thèmes tels que la sécurité alimentaire, la pollution marine, la pêche illégale, non réglementée et non déclarée, Rio+20, le réchauffement et l'acidification des océans, le bruit sous-marin et même le respect des dispositions de la CNUDM sur la conservation des ressources marines vivantes, ont aussi leurs partisans.